RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 D 00032
Numéro SIREN : 410 766 513
Nom ou dénomination : SCI 2000

Ce dépôt a été enregistré le 20/09/2021 sous le numéro de dépôt 8017

2000
Société civile immobilière
au capital de 228 673,53 euros
Siège social : 12 avenue Ampère
45800 ST JEAN DE BRAYE
410 766 513 RCS ORLEANS

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 26 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-six juillet,
A 17h30,

Les associés de la société 2000, société civile immobilière au capital de 228 673,53 euros, divisé en 1500 parts de 152,45 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au Cabinet COMPTAFRANCE, 8 rue de Micy 45380 LA CHAPELLE ST MESMIN, sur convocation de la gérance faite par lettre recommandée en date du 9 juillet 2021 à chaque associé.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

Sont présents ou représentés :

- M Robert COTTON, titulaire de _____parts
- Mme Andrée COTTON, titulaire de _____parts
- Mme Catherine Doncoulle, titulaire de _____parts
- _____, titulaire de _____parts

Soit 1500 parts sur 1500 parts sociales constituant la société.

Sont Absents :

- _____, titulaire de _____parts
- _____, titulaire de _____parts
- _____, titulaire de _____parts
- _____, titulaire de _____parts

AC

Soit _____ parts sur 1500 parts sociales constituant la société.

Dès lors, l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Robert COTTON, cogérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Réduction de capital par voie de diminution de la valeur nominale,
- Augmentation de capital par apport en numéraire par voie d'augmentation de la valeur nominale,
- Modification corrélative des statuts,
- Augmentation du montant du loyer entre la SCI 2000 et la Société TPL,
- Autorisation d'emprunt donnée à la SCI 2000,
- Pouvoirs pour formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les récépissés postaux,
- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés,

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire décide de réduire le capital social d'un montant de 227 911,28 euros pour le ramener de 228 673,53 euros à 762,25 euros par voie d'annulation de la partie non libérée du capital, par voie de réduction de la valeur nominale des parts sociales, à compter de ce jour.

AC

Par conséquence, la valeur de la part sociale sera désormais de 0.508 euros au lieu de 152.45 euros soit une réduction de 151.942 euros par part.

Les associés fondateurs n'ayant jamais versé la somme de 227 911,28 euros correspondant à la réduction de capital social, il n'y a pas lieu de procéder au remboursement.

L'assemblée générale constate le caractère définitif de la réduction de capital.

Les articles 6 et 7 des statuts seront modifiés en conséquence.

Cette résolution est mise à voix :

- **Voix pour :** 1500
- **Voix contre**
- **Abstention :**

Cette résolution est adoptée **(adoptée/rejetée).**

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital d'une somme de 737,75 euros, pour le porter de 762,25 euros à 1 500 euros, par élévation de la valeur nominale, à libérer en numéraire.

Par conséquence, la valeur de la part sociale sera de 1 euros soit une augmentation de 0.492 euros.

La libération de l'augmentation de capital s'effectue de la manière suivante :

- La société TRAVAUX BLICS DU LOIRET apporte la somme de 73,77 euros,
- Mme Andrée COTTON apporte la somme de 126 euros,
- M. Robert COTTON apporte la somme de 269 euros,
- Mme Catherine DANONVILLE apporte la somme de 269 euros.

Les articles 6 et 7 des statuts seront modifiés en conséquence.

Cette résolution est mise à voix :

- **Voix pour :** 1500
- **Voix contre**
- **Abstention :**

Cette résolution est adoptée **(adoptée/rejetée).**

HC

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 6 « APPORTS » et 7 « CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES » de la manière suivante :

- Ajout de l'alinéa suivant à l'Article 6 – APPORTS :

« Par AGE du 26 juillet 2021, le capital social a été réduit d'une somme de 227 911,28 € pour passer de 228 673,53 € à 762,25 €, correspondant à la partie libérée du capital, au moyen de la diminution de la valeur nominale des parts sociales. Lors de cette même AGE le capital social a été augmenté d'une somme de 737,75 € pour passer de 762,25 € à 1 500 € par voie d'augmentation de la valeur nominale des parts sociales. »

Le reste de l'article demeure sans changement.

- Modification de l'Article 7 – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

« Le capital sociale est fixé à la somme de 1 500 euros. Il est divisé en 1 500 parts de 1 euros chacune attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- Monsieur Robert COTTON,
A concurrence de 547 parts en nue-propriété numérotées de 1 à 470 et 3/16^{e} en nue-propriété de 410 parts numérotées de 941 à 1350 sous l'usufruit de Mme Andrée COTTON.

- Madame Catherine DANONVILLE,
A concurrence de 547 parts en nue-propriété numérotées de 471 à 940 et 3/16^{e} en nue-propriété de 410 parts numérotées de 941 à 1350 sous l'usufruit de Mme Andrée COTTON.

- Madame Andrée COTTON,
Et à concurrence de 940 parts en usufruit numérotées de 1 à 940, 3/8^{e} en usufruit de 410 parts numérotées de 941 à 1350 et de 5/8^{e} en pleine propriété de 410 parts numérotées de 941 à 1350.

- La société LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET,
A concurrence de 150 parts en pleine-propriété numérotées de 1351 à 1500.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1500 parts »

Cette résolution est mise à voix :

- **Voix pour :** 1500
- **Voix contre**
- **Abstention :**

Cette résolution est adoptée **(adoptée/rejetée).**

AC

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le loyer du bail commercial conclu entre la SCI 2000 et la SAS TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET, à compter du 1er janvier 2021. Le montant des loyers versés par la société TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET sera désormais de 2250 euros soit une augmentation de 250 euros. par mois.

Cette résolution est mise à voix :

- **Voix pour :** 1500
- **Voix contre**
- **Abstention :**

Cette résolution est adoptée **(adoptée/rejetée).**

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'autoriser la SCI 2000 à emprunter la somme de _____ euros afin de permettre le remboursement du compte courant d'associé de la SAS TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET.

Cette résolution est mise à voix :

- **Voix pour :**
- **Voix contre** 1500
- **Abstention :**

Cette résolution est rejetée **(adoptée/rejetée).**

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tout pouvoir au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est mise à voix :

- **Voix pour :** 1500
- **Voix contre**
- **Abstention :**

Cette résolution est adoptée **(adoptée/rejetée).**

MC

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les cogérants associés.

Les cogérants associés.



AC

S.C.I 2000
Société Civile Immobilière
Au capital de 1 500 euros
Siège social : 12 avenue Ampère
45800 ST JEAN DE BRAYE
410 766 513 RCS ORLEANS

STATUTS

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME À L'ORIGINAL

Statuts mis à jour par AGE en date du 26 juillet 2021

Me J.L. PEYTAVIN
J. MAISONNEUVE
NOTAIRES ASSOCIÉS
21, rue de la République
45000 ORLÉANS

LA MINUTE porte la mention :
Recette Principale d'ORLEANS (EST)
Enregistré le : 23 Janvier 199
Vol. 12 F° 59 B^ 34/1.
Reçu :

Signé : illisiblement
Le Notaire soussigné certifie exacte ladite mention.

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX SEPT

Le HUIT JANVIER

Maître J. MAISONNEUVE, Notaire associé soussigné, membre de la Société Civile Professionnelle dénommée "J.L. PEYTAVIN et J. MAISONNEUVE, Notaires associés", titulaire d'un Office Notarial à ORLEANS (Loiret) 21, rue de la République.

A reçu le présent acte authentique à la requête des personnes ci-après identifiées, lesquelles ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une SOCIETE CIVILE qu'elles ont convenu de constituer entre elles.

IDENTIFICATION DES ASSOCIES

Ilent - Monsieur Yves Bernard COTTON, entrepreneur de travaux publics, demeurant à CHANTEAU (Loiret) 1108 rue des Rasles, époux de Madame Andrée Jeanne DUFOUR.

Né à ORLEANS (Loiret), le 28 mai 1936.

Marié avec Madame COTTON-DUFOUR sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie d'ORLEANS le 7 mai 1960, sans modification depuis.

Ilent - La Société "LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET", Société anonyme au capital de cinq cent mille francs, ayant son siège social à SAINT JEAN DE BRAYE (Loiret) rue du Petit Bois, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés d'ORLEANS, sous le numéro B 086 180 601 (61 B 60).

Représentée par Monsieur Yves COTTON, sus-nommé,

Agissant en sa qualité de Président Directeur Général de ladite Société.

PRESENCE ou REPRESENTATION

Toutes les personnes ci-dessus identifiées à ce présentes.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE DUREE - PROROGATION - DISSOLUTION

ARTICLE 1 - FORME

La société a la forme d'une Société Civile régie par les articles 1845 et suivants du Code Civil.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

L'acquisition, la construction, la gestion et l'administration de biens immobiliers et notamment la construction d'un local commercial à usage de bureaux et ateliers et la location dudit local.

AC.

Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.

Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la Société au moyen de vente, échange ou apport en Société.

Pour la réalisation de cet objet ou pour faciliter celui-ci, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations, notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèque ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux dès lors que ces actes et opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :
S.C.I. 2000

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie des mots "Société civile" puis de l'énonciation du montant du capital social; ils doivent en outre indiquer le lieu et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :
Avenue Ampère n° à SAINT JEAN DE BRAYE (45800)

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même commune ou des communes limitrophes par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DUREE - PROROGATION - DISSOLUTION

I - Durée

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années

II - Prorogation

Par décision collective extraordinaire des associés, la Société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre vingt dix neuf ans.

Un an au moins avant la date normale d'expiration de la Société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision prévue ci-dessus.

III - Dissolution

La dissolution de la Société intervient de plein droit à l'expiration de sa durée ou, avant cette date, par décision collective des associés, ou encore pour toutes autres causes prévues par la loi ou le cas échéant celles évoquées aux présents statuts.

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'incapacité, la déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation des biens, le redressement judiciaire, la dissolution ou la disparition de la personnalité morale d'un ou plusieurs associés, ni par la cessation des fonctions d'un gérant.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 - APPORTS

Apport en numéraire

Les fondateurs suivants effectuent les apports à la Société, savoir :

Monsieur COTTON fait apport à la société de la somme de UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS, ci : ..... 1.350.000,00 F

AC.

La Société LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET fait apport à la société de la somme de CENT CINQUANTE MILLE FRANCS ci : ..... 150.000,00 F

TOTAL des apports en numéraire : UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS, ci : ..... 1.500.000,00 F

La somme représentative des apports en numéraire est libérée à concurrence de CINQ MILLE FRANCS (5.000 F), savoir :

- par Monsieur COTTON :
une somme de QUATRE MILLE CINQ CENTS FRANCS (4.500 F)

- par la Société LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET
une somme de CINQ CENTS FRANCS (500 F)

TOTAL des sommes libérées : CINQ MILLE FRANCS 5.000,00 F

La partie libérée des apports, soit la somme de CINQ MILLE FRANCS (5.000 F) a été versée ce jour même, par l'intermédiaire de la comptabilité du notaire soussigné.

Le surplus, soit la somme de UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE FRANCS (1.495.000 F) sera libérée au fur et à mesure des besoins sur appel de la gérance.

Ces apports sont rémunérés dans les conditions indiquées à l'article SEPT qui suit :

ORIGINE DES DENIERS APPORTES

Les sommes ci-dessus apportées ont été prélevées, savoir :

- Par Monsieur COTTON, sur les fonds de la communauté de biens existant entre lui et son conjoint.

PROCEDURE PREALABLE AUX APPORTS DE DENIERS COMMUNS

En application des dispositions prévues à l'article 1832-2 du Code Civil, Monsieur COTTON a informé son conjoint de son intention de constituer avec les autres comparants, la présente Société dont les principales caractéristiques lui ont été indiquées.

Aux présentes est à l'instant intervenue :

Madame Andrée Jeanne DUFOUR, épouse de Monsieur Yves COTTON, demeurant à CHANTEAU, 1108 rue des Rasles.

Née à BREST (Finistère), le 25 juin 1940

Laquelle reconnaît avoir été averti du projet de constitution de la présente Société et de la possibilité qui lui est donnée par l'article 1832-2 du Code Civil, d'entrer personnellement dans ladite société, en qualité d'associé.

Mais qu'elle déclare qu'elle ne veut pas user de la faculté qui lui est ainsi offerte et qu'elle renonce expressément à revendiquer la qualité d'associé dans la société actuellement en cours de constitution.

En conséquence, les parts qui seront ci-après créées, en rémunération des apports de Monsieur COTTON lui seront attribuées en totalité, mais elles dépendront néanmoins de la communauté de biens existant entre eux.

Par acte de donation en date du 16 décembre 1998, M. Yves COTTON a fait donation de la nue-propriété de 940 parts sociales numérotées de 1 à 940 pour moitié à chacun de ses deux enfants, à savoir à M. Robert COTTON pour la nue-propriété de 470 parts numérotées de 1 à 470 et à Mme Catherine DANONVILLE pour la nue-propriété de 470 parts numérotées de 471 à 940.

Par acte de succession en date du 22 juin 2017, les parts sociales appartenant à M. Yves COTTON ont été réparties entre les héritiers et son conjoint survivant.

AC.

Par AGE du 26 juillet 2021, le capital social a été réduit d'une somme de 227 911,28 € pour passer de 228 673,53 € à 762,25 €, correspondant à la partie libérée du capital, au moyen de la diminution de la valeur nominale des parts sociales. Lors de cette même AGE le capital social a été augmenté d'une somme de 737,75 € pour passer de 762,25 € à 1 500 € par voie d'augmentation de la valeur nominale des parts sociales

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

Le capital sociale est fixé à la somme de 1 500 euros. Il est divisé en 1 500 parts de 1 euros chacune attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- Monsieur Robert COTTON,
A concurrence de 547 parts en nue-propriété numérotées de 1 à 470 et 3/16e en nue-propriété de 410 parts numérotées de 941 à 1350 sous l'usufruit de Mme Andrée COTTON.

- Madame Catherine DANONVILLE,
A concurrence de 547 parts en nue-propriété numérotées de 471 à 940 et 3/16e en nue-propriété de 410 parts numérotées de 941 à 1350 sous l'usufruit de Mme Andrée COTTON.

- Madame Andrée COTTON,
Et à concurrence de 940 parts en usufruit numérotées de 1 à 940, 3/8e en usufruit de 410 parts numérotées de 941 à 1350 et de 5/8e en pleine propriété de 410 parts numérotées de 941 à 1350.

- La société LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET,
A concurrence de 150 parts en pleine-propriété numérotées de 1351 à 1500.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1500 parts »

TITRE III - PARTS SOCIALES

CHAPITRE 1 - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 8 - SOUSCRIPTION ET LIBERATION DES PARTS

1) - Souscription:

Lorsqu'elles rémunèrent des apports en nature ou en numéraire, les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés.

2) - Libération des parts sociales

Les parts attribuées en rémunération d'apport en nature doivent être libérées intégralement au plus tard le jour de l'immatriculation de la Société au R.C.S. ou de l'inscription modificative de cette immatriculation consécutive à l'augmentation de capital intervenue.

Sous réserve des autres conditions de libération des parts sociales de numéraire créées à la fondation et indiquées ci-dessus sous l'article six, et de celles qui résulteraient expressément de la décision collective les ayant créées, les parts de numéraire sont libérées intégralement à la souscription. Le surplus est versé dans la caisse sociale, au fur et à mesure des besoins sociaux sur appels de la gérance effectués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de retard dans les versements échelonnés stipulés dans les présents statuts ou consécutifs aux appels de fonds visés à l'alinéa qui précède, le souscripteur sera de plein droit débiteur de l'intérêt légal décompté à partir de l'échéance non respectée, le tout sans préjudice du droit pour la société d'intenter toutes actions appropriées et de solliciter tous dommages-intérêts.

Tous les versements à la société peuvent être effectués par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTS

Une part sociale ne peut, en aucun cas, être représentée par un titre négociable.

La propriété d'une part sociale résulte seulement des statuts de la Société, des actes qui pourraient les modifier, des cessions et mutations de parts sociales qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

ARTICLE 10 - INCIDENCE DU REGIME DE COMMUNAUTE SUR LA QUALITE D'ASSOCIE

S'il est fait emploi de biens communs pour faire un apport à la Société ou acquérir des parts sociales, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, la qualité d'associé est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui a notifié à la Société son intention d'être personnellement associé.

A cet effet, l'époux apporteur ou acquéreur de parts doit, un mois avant la réalisation de l'apport ou l'acquisition des parts, avertir son conjoint, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, du projet d'apport ou d'acquisition, et en justifier dans l'acte d'apport ou d'acquisition des parts.

Si le conjoint, ainsi averti, notifie son intention de devenir associé lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation de l'apport ou l'agrément de l'acquéreur vaut pour les deux époux.

Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint n'acquiert la qualité d'associé que s'il est agréé par tous les associés. Lors de la délibération

AC.

sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte.

En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts.

CHAPITRE 2 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

ARTICLE 11 – DROITS ATTACHES AUX PARTS

1°/ – Droit d'intervention dans la vie sociale

Tout titulaire de parts a le droit, savoir :

– d'obtenir, une fois par an, communication des livres et des documents sociaux.

– de poser, à tout moment, des questions écrites à la gérance sur la gestion sociale, questions auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

– de prétendre aux fonctions de gérant dans les conditions évoquées ci–après au Titre IV.

– de participer aux décisions collectives d'associés dans les conditions évoquées ci–après au Titre V.

2°/ – Droits sur les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation

Chaque part sociale donne droit, outre au remboursement du capital qu'elle représente, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices annuels, les primes, les réserves et le boni de liquidation.

Les pertes ou le mali de liquidation, s'il en existe, sont supportés dans les mêmes conditions.

3°/ – Droit au maintien des engagements sociaux

Les engagements définis aux présents statuts ne peuvent être augmentés sans l'accord individuel de l'associé concerné.

4°/ – Comptes courants d'associés

En accord avec le gérant, chacun des associés peut déposer des fonds dans la caisse sociale en vue de faciliter le financement des opérations sociales. Les conditions d'intérêt et de retraits sont fixées en accord avec le gérant et conformément à la législation en vigueur. Faute d'accord exprès en ce sens, les fonds portent intérêt au taux maximum fiscalement déductible et les retraits ne sont possibles que moyennant préavis minimum de dix–huit mois.

5°/ – Délivrance de dncuments

Tout associé peut obtenir de la gérance, sur demande, toutes pièces délivrées en copies certifiées conformes, aux frais de la société à moins qu'elles n'aient déjà été fournies auquel cas la gérance sera en droit de demander le remboursement des frais de copies et d'envoi.

6°/ – Droits de disposition sur les parts sociales

La cession entre vifs des parts sociales, le sort des parts ayant appartenu à un associé décédé ou dont la personnalité morale est disparue sont réglés suivant les cas ainsi qu'il est indiqué aux chapitres 3 et 4 du présent titre.

7°/ – Droit de se retirer de la société

Un associé peut, sans préjudice du droit des tiers, se retirer totalement ou partiellement de la Société avec l'autorisation unanime des associés.

La demande de retrait est notifiée à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postée au plus tard trois mois avant la clôture de chaque exercice social.

Le retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

La déconfiture, l'admission au règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle d'un associé entraînent son retrait d'office de la Société.

YC

AC

En cas d'autorisation, le retrait prend effet à la clôture de l'exercice en cours au jour de notification de la demande de retrait. Dans les cas ci-dessus prévus de retrait d'office le retrait prend effet au jour d'intervention de l'événement générateur.

La valeur des droits est fixée à la date d'effet du retrait.

A moins qu'il ne demande la reprise en nature du bien qu'il avait apporté à la Société ce qu'il ne peut faire dans les cas visés supra entraînant un retrait d'office, l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Le remboursement est effectué en quatre fractions égales, sans intérêt en sus, de trois mois en trois mois, la première étant exigible un mois au plus tard après la date d'approbation des comptes de l'exercice en cours au jour du retrait et, si la fixation de la valeur de remboursement est postérieure à cette approbation, un mois au plus tard après cette fixation.

Tous les frais et honoraires du retrait ainsi que le coût de l'éventuelle expertise sont intégralement à la charge du retrayant.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS ATTACHEES AUX PARTS

1) - Obligations aux dettes sociales

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion du nombre de parts qu'ils possèdent à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Toutefois, les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir vainement poursuivi la société, selon les prescriptions légales et réglementaires applicables en ce domaine.

2) - Obligation de respecter les statuts

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts ainsi qu'aux décisions collectives d'associés et aux décisions de la gérance.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer dans les actes de son administration.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS - EXERCICE DES DROITS ATTACHES AUX PARTS

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de parts à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation de capital par incorporation de réserves, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaire.

Usufruit

Si une part sociale est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Le droit de prendre communication et copie, indiqué à l'article 11 ci-dessus, appartient indistinctement à l'usufruitier et au nu-propriétaire.

AC

CHAPITRE 3 - CESSION DES PARTS ENTRE VIFS

ARTICLE 14 - FORME ET CONDITION DES CESSIONS

Toute mutation entre vifs de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la Société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte d'huissier de justice ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publications sous forme d'un dépôt, en annexe au registre du Commerce et des Sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession s'il est notarié, ou de deux originaux s'il est sous seing privé.

Toute opération ayant pour but ou pour résultat, le transfert entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales, si ce n'est entre associés ou entre conjoints ainsi qu'entre ascendants et descendants, est soumise à l'agrément de tous les associés.

En vue d'obtenir ce consentement, l'associé qui projette de céder ses parts, en fait notification avec demande d'agrément à la Société et à chacun de ses co-associés par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le projet de cession est agréé, avis en est immédiatement donné au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le projet de cession n'est pas agréé, la décision prise en ce sens est notifiée au cédant, puis à chacun des autres associés, par le gérant non cédant le plus âgé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chacun des co-associés du cédant peut alors, pendant un délai de deux mois, notifier une offre d'achat au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le gérant non cédant le plus âgé collecte les offres individuelles, s'efforce de les rendre cohérentes, puis, s'il y a lieu, prend toutes mesures, en accord avec ses collègues non cédants, pour faire acquérir tout ou fraction des parts concernées par toute personne dûment agréée ou par la Société elle-même.

Dans l'hypothèse où des offres sont notifiées par plusieurs associés, ces derniers sont, sauf convention contraire entre eux, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification du projet de cession à la Société, sauf à arrondir à l'unité inférieure si nécessaire, les rompus profitant à l'associé offrant qui détenait le plus grand nombre de parts.

Le gérant non cédant le plus âgé notifie le nom du ou des acquéreurs proposés associés, tiers ou société, ainsi que le prix offert au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de contestation sur le prix, il est procédé à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code Civil. Le prix est fixé au jour de la notification du projet de cession non agréé à la Société.

Les frais et honoraires d'expertise sont pris en charge, moitié par le cédant, moitié par les acquéreurs au prorata du nombre de parts qu'ils acquièrent. Si le rachat ne peut intervenir pour une cause quelconque, les frais et honoraires d'expertise sont supportés par le défaillant ou renonçant.

Si, dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications visées 5ème alinéa du présent paragraphe, aucune offre d'achat n'est faite au cédant, l'agrément du projet initial de cession est réputé acquis, à moins que les autres associés, à l'unanimité, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société.

Dans ce dernier cas, le cédant peut toutefois rendre caduque cette décision de dissolution en notifiant à la société, dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de ladite décision, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa renonciation au projet initial de cession.

ARTICLE 15 - NANTISSEMENT

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles 1866 et 1867 du Code Civil. En cas de cession forcée de parts. il est procédé comme dit à l'article 1868 du Code Civil.

YC

AC

CHAPITRE 4 - TRANSMISSION DES PARTS PAR DECES, PAR LIQUIDATION DE COMMUNAUTE OU PAR DISPARITION DE LA PERSONNALITE MORALE D'UN ASSOCIE

ARTICLE 16 - TRANSMISSIONS NON SOUMISES A AGREMENT PREALABLE

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession exclusivement aux héritiers en ligne directe, au conjoint survivant venant à la succession de l'associé décédé, au conjoint commun en biens d'un associé décédé et attributaire des parts communes dans la liquidation et le partage de la communauté, aux légataires qui ont en outre la qualité d'héritier en ligne directe ou de conjoint survivant.

ARTICLE 17 - TRANSMISSIONS SOUMISES A AGREMENT PREALABLE

Toute autre transmission de parts par suite du décès ou de la disparition de la personnalité morale d'un associé est soumise à l'agrément unanime des autres associés, ceci sans faire de distinction selon la qualité de personnes physiques ou morales de ces héritiers, légataires ou dévolutaires.

Faute d'agrément, il est fait application des dispositions de l'article 1870-1 du Code Civil, la valeur de remboursement des parts sociales étant fixée au jour du décès ou de la disparition de la personnalité morale, selon le cas.

Les héritiers, légataires ou dévolutaires peuvent être mis en demeure par la société de présenter leur demande d'agrément, dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités. La demande d'agrément doit être présentée par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La société peut également requérir toutes justifications de tout notaire.

Les frais d'expertise sont supportés moitié par la Société, moitié par le ou les héritiers, légataires ou dévolutaires.

TITRE IV
ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 18 - GERANCE

I - Nomination

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants choisis ou non parmi les associés personnes physiques, désignés pour une durée déterminée ou non, par décision collective des associés. Toutefois, le ou les premiers gérants sont nommés dans les présents statuts.

Le changement ultérieur de gérants ne donnera pas lieu à modification statutaire.

- Est nommé en qualité de Premier GERANT de la Société:

Monsieur Yves COTTON, demeurant à CHANTEAU (Loiret) 1108 rue des Rasles.

Le mandat qui lui est confié est fixé sans limitation de durée.

- Chaque gérant désigné, intervenant à cet effet, déclare accepter le mandat qui lui est confié, et précise qu'à sa connaissance il ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction ou de déchéance faisant obstacle à son exercice.

II - Démission

Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, et de provoquer la convocation de l'assemblée ou d'une consultation écrite des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

III - Révocation

Un gérant est révocable par décision de justice pour cause légitime.

Il est également révocable par décision unanime des autres associés.

YL

AC

Le gérant révoqué ne peut se retirer de la société qu'avec l'accord des autres associés.

IV - Vacance

Si la Société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel est situé le siège social, statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Si la Société a été dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal de Grande Instance de se prononcer sur la dissolution éventuelle de la Société.

V - Publicité

La nomination ou la cessation des fonctions du gérant donne lieu à publicité dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

VI - Pouvoirs du Gérant

1° - Pouvoirs externes:

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Sauf à respecter les dispositions prévues au paragraphe 2° ci-après, les gérants peuvent constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société ou déléguer ces pouvoirs à toute personne, même par acte sous seing privé.

2° - Pouvoirs internes:

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt social.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Pour faciliter le contrôle mutuel des actes de gestion de chaque gérant, toute opération impliquant un engagement, direct ou indirect, supérieur à une limite fixée chaque année par l'Assemblée des associés, devra être notifiée par le gérant qui projette de l'accomplir à chacun de ses co-gérants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception quinze jours au moins à l'avance. Toute infraction sera considérée comme un juste motif de révocation.

Les actes et opérations suivants exigent l'accord des associés, savoir :

- l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les Sociétés,
- tous emprunts,
- tous prêts quelconques consentis à des tiers,
- tous gages et nantissement, toutes constitutions d'hypothèque et de privilège et toutes cautions,
- tous échanges, ventes, acquisitions et apports d'immeubles,
- tous baux d'immeuble, soit comme preneur, soit comme bailleur, s'ils sont supérieurs à neuf ans ou s'ils confèrent un droit à leur renouvellement,
- toutes prises de participation sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés constituées ou à constituer.

Toute contravention aux dispositions ci-dessus sera considérée comme un juste motif de révocation.

3° - Signature sociale:

La signature sociale est donnée par l'apposition de la signature personnelle des gérants, de l'un ou de plusieurs d'entre eux précédée de la mention : "Pour la Société Civile S.C.I. 2000", complétée par l'une des expressions suivantes : "Le gérant" ou "l'un des gérants".

AC

VII - Rémunération

Le ou chacun des gérants a droit à une rémunération fixée chaque année lors de l'assemblée générale, ainsi qu'au remboursement de ses frais de déplacements et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation des justificatifs.

VIII - Responsabilité

Chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

ARTICLE 19 - CONTROLE DE LA SOCIETE

La société peut faire vérifier ses comptes par un commissaire. Elle y est tenue lorsque les conditions et critères définis par la loi n°84-148 du 1er mars 1984 et son décret d'application sont remplis. Dans ce cas, elle nomme au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant, pour six exercices.

TITRE V
DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 20 - FORME DES DECISIONS

Toutes les décisions qui excèdent les pouvoirs de gestion sont prises à l'unanimité des voix attachées aux parts créées par la société. Chaque part donne droit à une voix.

Les décisions collectives sont prises en assemblées ou constatées dans un acte revêtu de la signature de tous les associés.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés par tous les associés conformément aux dispositions de l'article 44 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978, sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions de l'article 45 de ce décret, les décisions résultant du consentement exprimé dans un acte étant mentionnées à leur date, avec indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. Ce dernier lui-même s'il est sous seing privé ou sa copie authentique s'il est notarié est conservé par la société, de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiées conformes par un seul gérant, et en cas de liquidation, par un seul liquidateur.

TITRE VI
ANNEE SOCIALE - COMPTES ET RESULTATS SOCIAUX

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice portera sur la période allant du jour de l'immatriculation de la Société au 31 décembre 1997.

ARTICLE 22 - COMPTABILITE - COMPTES ANNUELS BENEFICES - AFFECTATION ET REPARTITION

Compte tenu de l'activité limitée de la société, c'est une comptabilité simplifiée qui sera tenue, par relevé des recettes et des dépenses.

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux et autres charges, en ce compris toutes provisions et amortissements.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Par décision collective, les associés, après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, procèdent à toutes

AC

distributions, reports à nouveau, inscription à tous comptes de réserves dont ils fixent l'affectation et l'emploi.

Ils peuvent également décider la distribution de toutes réserves.

Les modalités de la mise en paiement sont fixées par la décision de répartition ou, à défaut, d'accord entre les gérants.

Les pertes, s'il en existe, selon décision des associés, sont compensées avec les réserves existantes ou reportées à nouveau.

TITRE VII
MODIFICATIONS DU PACTE SOCIAL

ARTICLE 23 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision collective des associés, conformément à l'article 20 ci-dessus.

La gérance a tous pouvoirs pour régulariser l'opération et la rendre opposable aux tiers.

TITRE VIII
LIQUIDATION

ARTICLE 24 - LIQUIDATION ET DIVERS

La dissolution de la société dans le cas prévu à l'article 5 ci-dessus entraîne sa liquidation, hormis les cas de fusion ou de scission. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

La société est liquidée par le ou les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que les associés ne leur préfèrent un ou plusieurs liquidateurs nommés à l'unanimité des associés, le gérant associé ou non ne participant pas au vote; ou à défaut par décision judiciaire

La nomination des liquidateurs est publiée conformément aux dispositions réglementaires.

Les liquidateurs ont tous pouvoirs pour terminer les affaires en cours lors de la survenance de la dissolution, réaliser les éléments d'actif, en bloc ou par éléments, à l'amiable ou aux enchères, recevoir le prix, donner quittance, régler le passif, transiger, compromettre, agir en justice, se désister, acquiescer, et généralement faire ce qui est nécessaire pour mener à bonne fin les opérations de liquidation.

Après extinction du passif, les liquidateurs font approuver les comptes définitifs de liquidation par les associés qui constatent la clôture des opérations de liquidation, comptes et décision font l'objet d'une publication.

L'actif net subsistant est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Les liquidateurs disposent de tous pouvoirs à l'effet d'opérer les répartitions nécessaires.

TITRE IX
PERSONNALITE MORALE - REPRISE DES ENGAGEMENTS - FORMALITES - MANDAT - FRAIS DECLARATIONS - ELECTION DE DOMICILE

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation effectuée selon les prescriptions réglementaires au Registre du Commerce et des Sociétés.

Jusqu'à l'intervention de l'immatriculation, les relations entre associés seront régies par les dispositions de l'article 1842 du Code Civil, c'est-à-dire par celles des présents statuts et par les principes du droit applicables aux contrats et obligations.

Les personnes qui agiront au nom de la Société en formation avant intervention de l'immatriculation seront tenues des obligations nées des actes ainsi accomplis, sans solidarité.

AC

La Société, régulièrement immatriculée, peut reprendre les engagements souscrits, qui sont alors réputés avoir été dès l'origine contractés par elle.

II - En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, les associés comparants donnent mandat exprès à :

Monsieur COTTON

Ici intervenant et qui accepte,

De réaliser immédiatement, pour le compte de la Société, les actes et engagements suivants jugés urgents dans l'intérêt social, savoir:

- ouvrir tous comptes bancaires ou postaux,
- négocier et obtenir toutes avances en compte-courant nécessaires pour le démarrage de la société.
- Acquérir de la Ville de SAINT JEAN DE BRAYE, un terrain sis à SAINT JEAN DE BRAYE, Avenue Ampère, moyennant le prix de un franc symbolique.
- Consentir un bail commercial à la SOCIETE LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET, du local construit sur l'immeuble
- Souscription d'un emprunt d'un montant de SEPT CENT MILLE FRANCS (700.000 F) en principal, à l'effet de financer l'acquisition du terrain ci-dessus désigné et la construction de bâtiment sur ce terrain, et consentir toute garantie même hypothécaire à la sûreté des sommes empruntées.

- acquérir tout matériel nécessaire au fonctionnement de la société, matériel de bureau, mobilier et autres; négocier et obtenir tous financements nécessaires à ce sujet,
- souscrire toutes assurances, engager le personnel et faire en général le nécessaire pour un bon démarrage de la société.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou en partie et généralement faire le nécessaire.

Conformément à l'article 6 alinéa 3 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les actes et engagements seront repris par la société, par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et seront réputés avoir été contractés par elle dès l'origine.

Au cas où l'immatriculation de la Société n'interviendrait pas dans un délai expirant le
lesdits actes seraient réputés accomplis pour et dans l'intérêt de chacun des associés, solidairement entre eux, vis à vis des tiers, mais dans la proportion de leurs droits dans le capital de la présente société.

III - En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Après immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

IV - Tous pouvoirs sont donnés au gérant désigné ci-dessus, pour remplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer tous avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

AC

DECLARATIONS DES PARTIES

Les personnes désignées ci-dessus sous le paragraphe "IDENTIFICATION DES ASSOCIES", déclarent, chacune en ce qui la concerne, par elle-même ou leur mandataire :

Avoir la pleine capacité d'aliéner ou de s'obliger;

Ne pas être en état de cessation de paiement et n'avoir fait l'objet d'aucune des mesures prévues par la loi n°67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ou la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises.

DECLARATIONS FISCALES

Sur la fiscalité des apports :

Les apports en numéraire seront soumis au droit fixe de 500,00 Francs.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraînera pas la dissolution de la société.

Sur le régime fiscal de la Société :

Régime de droit commun de société Civile, société transparente.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte et des formalités y afférentes, les comparants font élection de domicile en l'Etude du notaire soussigné jusqu'à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, puis après immatriculation, les parties font élection de domicile au siège social de la Société.

DONT ACTE sur treize pages

Fait et passé en l'étude du notaire soussigné.

A la date indiquée en tête des présentes.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Les parties approuvent expressément :

Renvois : sans./.

Mots rayés nuls : sans./.

Chiffres rayés nuls : sans./.

Lignes entières rayées nulles : sans./.

Barres tirées dans les blancs : sans./.

AC

ACotton

RENVOIS

Il y a lieu le cas échéant de réincorporer dans le corps du présent acte, le texte du ou des renvois suivants, spécialement approuvés qui ne forment qu'un tout avec lui. aucun./.

POUR EXPEDITION

Certifiée conforme à l'original établie sur Trois

contenant

— renvois sans

— mots rayés nuls sans

— lignes rayées nulles sans

— barres tirées dans les blancs sans

— chiffres rayés nuls sans

J. MAISONNEUVE, Notaire Associé

ORLEANS